

SD/LV/SB - 2023/0523

DG 2023-728-A

DOCUMENTS/ARRETES/2023/ARRETES/TEMPORAIRES/STATIONNEMENT - ODP/TRAVAUX/A-B/  
0523BATIMALU27RUEUPINERIE(STAT).DOC

## LE MAIRE DE MONTBRISON

- VU le code de la route,
- VU le code pénal et son article R 610-5,
- VU les articles L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté de circulation urbaine du 26 janvier 1981,
- VU les arrêtés municipaux, temporaires et permanents, postérieurs à l'arrêté municipal de circulation urbaine précité, réglementant la circulation et le stationnement sur l'agglomération,
- VU la délibération du conseil municipal en date du 15 décembre 2022 fixant les tarifs municipaux pour l'année 2023,
- VU les autorisations d'urbanisme délivrées sous les numéros DP 042 147 22M0291 en date du 30 novembre 2022 et AT 042 147 22M0066 en date du 14 mars 2023 à la MAISON DURAND ET ASSOCIES pour des travaux de réfection de devanture commerciale et d'aménagement intérieur d'un commerce 27 rue Tupinerie,
- CONSIDERANT la demande formulée le 20 juin 2023 par laquelle l'entreprise BATIM'ALU domiciliée à ST ETIENNE (42000) 10 rue Victor Grignard sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public devant le numéro 27 de la rue Tupinerie par le stationnement d'un véhicule de chantier devant l'immeuble susvisé,
- CONSIDERANT que ces travaux ne peuvent être réalisés sans modifier les conditions de stationnement et/ou de circulation dans la rue,
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de prendre les mesures nécessaires pour la sécurité des piétons et véhicules circulant sur le territoire communal,

## ARRETE :

ARTICLE 1 : L'entreprise BATIM'ALU sera autorisée à occuper temporairement le domaine public par le stationnement d'un véhicule suivant les prescriptions du présent arrêté municipal.

ARTICLE 2 : RUE TUPINERIE - à hauteur des n° 27

2-1-OCCUPATION DOMAINE PUBLIC / STATIONNEMENT

- Le stationnement sera interdit à tous autres véhicules que celui de l'entreprise BATIM'ALU sur UN (1) emplacement de stationnement situé devant l'immeuble.
- Les accès à l'immeuble et aux immeubles voisins devront être maintenus.
- Si besoin, le trottoir situé devant l'immeuble sera neutralisé.

2-2-CIRCULATION PIETONNE

- Si besoin, les piétons seront invités se déplacer du côté opposé au chantier.

ARTICLE 3 : SECURITE ET SIGNALTIQUE

- La pré signalisation sera mise en place par l'entreprise BATIM'ALU au minimum 48 heures auparavant pour information préalable aux usagers du domaine public.
- Le chantier sera interdit d'accès et il devra être dûment signalé.



#### ARTICLE 4 : DUREE DES DISPOSITIONS

- Les présentes dispositions seront effectives à compter du LUNDI 26 JUIN 2023 à 7 heures et seront maintenues jusqu'au VENDREDI 30 JUIN 2023 à 18 heures.
- L'entreprise BATIM'ALU s'engage à rétablir les conditions normales de stationnement dès que l'avancée du chantier le permettra.
- Il pourra être mis fin par anticipation aux présentes dispositions en cas de fin anticipée du chantier.
- En cas d'interruption de longue durée du chantier, le domaine public sera rendu à son utilisation première (stationnement).

#### ARTICLE 5 : AFFICHAGE REGLEMENTAIRE - PUBLICATION

- Le présent arrêté municipal devra être affiché sur place.
- L'entreprise et/ou son donneur d'ordre feront leur affaire de l'information aux riverains et commerçants de la rue.
- Le présent arrêté municipal sera publié sur le site internet de la ville à compter du

#### ARTICLE 6 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

- Le pétitionnaire devra s'acquitter des droits d'occupation du domaine public en vigueur à la date de la réalisation des travaux (2,73 euros / m<sup>2</sup>/ mois entamé).
- En cas de libération anticipée ou de non-occupation du domaine public, le pétitionnaire devra impérativement le signaler aux services techniques municipaux (04 77 96 39 45) ou à la police municipale (04 77 96 39 22). Dans le cas contraire, la facturation portera sur la totalité de la durée prévue lors de la demande, sans possibilité de recours.

ARTICLE 7 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification par voie postale ou internet.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice générale des services, Messieurs le Commandant de Police et le chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le chef de la Police Municipale,
- BATIM'ALU - [batimalu@groupe-micholet.fr](mailto:batimalu@groupe-micholet.fr),
- Pôle CTM / Espace public,
- LFa / OM - TRI,
- Association Montbrison Mes Boutik's,
- Direction Population / recueil des actes administratifs,
- La Presse.

Le 20 juin 2023,

Pour Monsieur le Maire,  
Luc VERICEL  
Conseiller municipal délégué



2023/0523  
DG 2023-728-A  
BATIMALU27RUETUPINERIE(STAT)